

|zBruxelles le 2 fevrier 1984
Note BIO COM (84) 53 aux Bureaux Nationaux
cc aux Membres du Groupe

432

Reunion de la Commission

APUREMENT DES COMPTES FEOGA 78-79

(Commentaires du Porte-Parole)

Hier, la Commission a pris une decision sur l'apurement des comptes du FEOGA, section Garantie, pour les annees 1978 et 1979. Elle a exclu du financement communautaire 75 millions d'ECUs pour les depenses declarees par les Etats Membres pour 1978 et 45 millions pour 1979. En meme temps, elle a reconnu des depenses supplementaires, qui avaient fait l'objet d'un examen depuis les operations anterieures d'apurement des comptes. Ces deux operations se traduisent par un credit supplementaire de 28 millions d'ECUs pour l'exercice 1984.

Dans quatre cas particuliers, la Commission a decide de passer outre au refus de visa du Controleur financier .

- distillation de vin L'apurement des comptes pour 1975, 1976 et 1977 a suscite des doutes quant a l'application correcte en France du regime communautaire de distillation des vins de table, destine a soutenir les prix du marche. La reconnaissance des depenses dans le cadre de ce regime a ete refusee pour les annees en question en attendant les resultats d'un examen detaille des comptes, portant sur un echantillon representatif de distilleries francaises. Cet examen a revele que le regime de distillation a ete correctement applique dans la plupart des cas. Dans ces cas, la Commission a autorise une depense de 95 millions d'ECUs. (Il faut noter que cette autorisation vient en deduction d'une suspension anterieure et qu'elle ne se traduit donc pas par un credit pour la Communaute : c'est ce qui explique la difference entre les 120 millions d'ECUs pour 78 et 79 que la Commission n'a pas reconnus comme des depenses communautaires et le credit de 28 millions d'ECUs seulement qui portera sur l'exercice 84).

- organisation commune du marche du lait
Les activites des "Milk Marketing Boards" du Royaume Uni se sont poursuivies durant la periode transitoire d'adhesion (1973-1978). De nouvelles conditions regissant les activites de ces "Milk Marketing Boards" ont ete approuvees par le Conseil en juin 1978 et par la Commission en juillet 1979 et il a ete demande au Royaume Uni de s'y conformer.

La Commission n a pas fait de deductions de depenses dans le cadre de l organisation du marche du lait du Royaume Uni pour 1978 et 1979 en ce qui concerne les "Milk Marketing Boards". En 1980, la Commission a informe le Royaume Uni qu elle n etait pas convaincue que toutes les conditions regissant les activites des "Boards" aient ete remplies. Elle a demande de plus amples renseignements et a entame, par la suite une procedure d infraction aupres de la Cour europeenne.

- Vente de lait ecreme en poudre

Les dispositions concernant les conditions de paiement dans le cadre de la vente en Belgique de lait ecreme en poudre d intervention, ont ete appliquees d une maniere incorrecte dans ce secteur. La Commission a refuse une depense de 4 millions d ECUs.

- Prime d homogeneisation des cereales

Les primes forfaitaires pour l homogeneisation des cereales ont ete refusees dans les cas ou la teneur en humidite des cereales a augmente de plus de 0,5 %. La Commission a refuse une depense de 45.000 ECUs en ce qui concerne le Danemark.

VIANDE BOVINE

La Commission a propose au Conseil les contingents a l importation pour 1984 de viande bovine congelee destinee a la transformation et de jeunes bovins males destines a l engraissement.

Ces contingents qui beneficent d un regime preferentiel, sont fixes chaque annee sur la base d un bilan estimatif des besoins de la Communaute par rapport aux disponibilites internes.

La Commission propose de fixer les contingents a

- 50.000 tonnes pour la viande congelee (contre 60.000 tonnes en 83)
 - 180.000 tetes pour les jeunes bovins (contre 237.000 en 83).
- Voir Memo 8 qui vous sera envoye par expres.

VIANDE PORCINE

La Commission a pris note d un rapport de M. Dalsager sur le marche de la viande porcine qui passe par une crise grave, caracterisee par des cours tres bas et une hausse des prix des aliments. La crise est encore aggravee par des difficultes d ordre sanitaire . Fievre aphteuse aux Pays Bas.

La Commission a mis en oeuvre tous les moyens operationnels de l organisation du marche. Elle estime cependant qu une veritable solution a la crise ne pourra etre trouvee que dans la reduction previsible de la production. Dans ce contexte, la Commission rappelle ses propositions de rendre plus strictes les limitations des aides a l investissement dans ce secteur visant a les plafonner a 550 emplacements et a en faire beneficier notamment les jeunes agriculteurs et les petits producteurs. Voir Memo 7 qui vous sera envoye par expres.

AIDES D ETAT SIDERURGIQUES

La Commission a adopte une serie de projets d aides d Etat dans le secteur siderurgique. Il s agit de projets en Grande Bretagne, Allemagne, Belgique et Pays Bas.

Ces projets concernent surtout des aides de transition, destinees a "faire survivre" les entreprises beneficiaires. Vous savez que la possibilite d octroyer de telles aides a expire le 31 janvier. Les demandes d aides adoptees hier par la Commission avaient cependant ete introduites avant cette date. Une des aides adoptees s inscrit deja dans le cadre du nouveau regime et est fondee sur un plan final de restructuration. L entreprise beneficiaire est Hoogovens aux Pays Bas. Voir BIO R.V. de midi du 1er fevrier (BIO 52).

COOPERATION SCIENTIFIQUE EUROPEENNE

La Commission a approuve sur proposition de M. Davignon, une communication au Conseil concernant la mise en oeuvre d' "un premier plan de stimulation des cooperations scientifiques et des echanges de chercheurs entre Etats Membres". La Commission y tire les premiers enseignements des premiers projets-pilotes engages l annee derniere et presente les grandes lignes d un programme pluriannuel qui pourrait commencer des 85 et viserait a accroitre la mobilite des chercheurs dans la Communaute, a developper la cooperation entre les equipes de chercheurs et a offrir aux jeunes scientifiques des chances nouvelles de formation ou de recherche. Un debat d orientation devrait etre organise sur cette base lors du prochain Conseil Recherche.

CONSEIL EUROPEEN DE MARS ET DISCOURS PROGRAMME

La Commission qui a recu ce matin a 10h30 l UNICE a poursuivi ensuite ses travaux en restreinte sur ces deux sujets; un dejeuner de travail est en cours jusque vers 15h30 dans les memes conditions.

Rendez vous de midi

TOUR DES CAPITALES

Comme vous savez les Presidences du Conseil et de la Commission ont entrepris un tour des capitales en vue du rendez vous de mars. Des entretiens sont prevus cet apres midi a ROME avec MM Craxi et Andreotti, la Commission etant representee par son Secretaire General, M. E. Noel. Demain, visite a Athenes du Vice President Natali avec le President du Conseil en exercice.

Materiel diffuse

Allocution du President Thorn a l occasion de la visite de l Orchestre des Jeunes de la Communaute qui a donne un concert au 13e etage hier a 18 h.

Bulletin petrolier / no 229 voir IP 47

Amities

manuel Santarelli domicile 14 h30